

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41529]

12 JUNI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de ambtsgebieden van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, met het oog op de opname van “Wallonie Bruxelles Enseignement (WBE)”

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, artikel 20, §4;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2015 tot vaststelling van het ambtsgebied van de vastbenoemde regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de letters “ETNIC” vervangen door de letters “WBE”.

Art. 2. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2015 tot vaststelling van het ambtsgebied van de vastbenoemde regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de woorden “L’Entreprise Publique des Technologies Nouvelles de l’Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) (Onderneming van de Technologieën voor de Informatie- en Communicatietechnologie van de Franse Gemeenschap (ETNIC))” vervangen door de woorden “Wallonie Brussel Enseignement (WBE)”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 4. De Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting zijn verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2019.

De minister-president en Minister bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTEDe Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203468]

2 MAI 2019. — Décret modifiant le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, pour les matières réglées en vertu de l’article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. e présent décret règle, en application de l’article 138 de la Constitution, une matière visée à l’article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable pour les matières réglées en vertu de l’article 138 de la Constitution*

Art. 2. L’intitulé du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable pour les matières réglées en vertu de l’article 138 de la Constitution est remplacé par ce qui suit :

“ Décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable pour les matières réglées en vertu de l’article 138 de la Constitution et aux thématiques de transition en émanant ”.

Art. 3. La dernière phrase de l’alinéa 2, de l’article 1^{er} du même décret est complétée par ce qui suit : « et des thématiques de transition en émanant. ».

Art. 4. L’article 2 du même décret est complété par les 5^o, 6^o et 7^o rédigés comme suit :

« 5^o une « stratégie wallonne « Manger Demain », vers un système alimentaire durable » : un document présentant une vision globale, une méthodologie de travail, des actions de gouvernance, une identité commune et un axe thématique prioritaire, gage de cohérence et d’efficacité dans la transition vers un système alimentaire durable;

6° un « système alimentaire durable » : un système qui rencontre l'ensemble des objectifs du référentiel « Vers un système alimentaire durable en Région wallonne » tout en respectant ses principes généraux;

7° « le CwAD » : le Collège wallon de l'Alimentation durable. »;

8° « thématique de transition » : une thématique qui constitue un pilier de la stratégie de développement durable visant à poursuivre les objectifs décrits de manière générale dans cette dernière et étant un tremplin pour une thématique spécifique telle que l'alimentation, l'énergie, les ressources, la mobilité, la construction...

Art. 5. Les articles 3 à 8 du même décret sont groupés sous un chapitre I^{er}/1 intitulé « Stratégie wallonne de développement durable ».

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré, après l'article 8/1, un chapitre 1^{er}/2 intitulé

« Thématique de transition : Stratégie " Manger Demain " vers un système alimentaire durable.

Art. 7. Dans le chapitre I^{er}/2, inséré par l'article 5, l'article 9 du même décret, abrogé par le décret du 17 juillet 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 9. § 1^{er}. Tous les trois ans une nouvelle thématique prioritaire de concentration des efforts en termes d'alimentation durable est définie par le CwAD. Cette nouvelle thématique, accompagnée de son plan d'actions spécifique, est présentée par le CwAD pour approbation au Gouvernement. En même temps, un bilan du plan d'actions précédent est présenté par le CwAD au Gouvernement.

§ 2. Tous les cinq ans, une évaluation globale de la stratégie wallonne « Manger demain », vers un système alimentaire durable est présentée par le CwAD pour approbation au Gouvernement.

Sur base de cette évaluation, des assises de l'alimentation durable sont organisées en Région wallonne afin de consulter divers acteurs.

Suite à ces assises de l'alimentation, un rapport est réalisé par le CwAD. Ce rapport identifie les leviers d'action et est présenté au Gouvernement.

Les assises de l'alimentation font l'objet d'une présentation au Parlement wallon.

§ 3. Tous les dix ans, en fonction des résultats des actions menées aux paragraphes 2 et 3, la stratégie wallonne « Manger demain », vers un système alimentaire durable est revue. La révision de cette stratégie est présentée par le CwAD pour approbation au Gouvernement. ».

Art. 8. Dans le même chapitre du même décret, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

« Art. 9/1. § 1^{er}. De manière à assurer l'implication des acteurs dans le suivi de la stratégie wallonne " Manger Demain ", vers un système alimentaire durable, le CwAD est institué.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres du CwAD sur proposition du ministre ayant l'Environnement dans ses compétences. Sans préjudice de l'article 2 du décret 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, les règles suivantes sont applicables à la composition du CwAD :

1° le CwAD comprend au maximum quarante membres;

2° le CwAD est composé de représentants issus des catégories suivantes :

a) catégorie A : constituée des autorités politiques tous niveaux de pouvoir confondus;

b) catégorie B : constituée des administrations publiques et Organismes d'Intérêts Publics régionaux;

c) catégorie C : constituée des fédérations interprofessionnelles et associations professionnelles;

d) catégorie D : constituée du secteur associatif;

e) catégorie E : constituée du secteur de la recherche;

f) catégorie F : constituée du secteur des entreprises agricoles;

g) catégorie G : constituée du secteur des entreprises autres qu'agricoles;

h) catégorie H : constituée de citoyens et de consommateurs.

Chacune de ces catégories ne peut représenter plus de vingt-cinq pourcent de l'ensemble des membres;

3° Un appel à candidatures est publié par le Service public de Wallonie, Direction du Développement durable. Les candidats disposent d'un délai de quinze jours à dater de la publication pour envoyer une lettre de motivation au nom de la structure qu'ils représentent, ainsi qu'un curriculum vitae au ministre ayant l'Environnement dans ses compétences. La lettre de motivation précise pour quelle catégorie visée au 3° le candidat postule;

4° Si plus de quarante candidatures sont reçues ou que la limite de vingt-cinq pourcent fixée au 2°, alinéa 2, est dépassée par catégorie, le Gouvernement, sur proposition du Ministre de l'Environnement, examine les candidatures et désigne les membres en assurant la plus-value du candidat, une diversité et un équilibre au regard :

a) de la chaîne de valeur alimentaire : production, transformation, distribution, restauration et consommation, pour les catégories C, F, G et H;

b) de la provenance des membres et de leur connaissance et compétence en matière de transition écologique, agriculture, environnement, aménagement du territoire, santé, action sociale, économie, recherche et formation, éducation..., pour les catégories A, B, C, D et E.

§ 3. Le CwAD a pour missions :

1° d'évaluer la mise en œuvre de la stratégie wallonne " Manger demain ", vers un système alimentaire durable, d'en faire le cas échéant des propositions d'amélioration et d'amendement;

2° sur base des évaluations, d'élaborer des propositions d'évolution de cette stratégie;

3° d'identifier et de proposer des solutions co-construites, innovantes, transdisciplinaires et coordonnées au service de cette stratégie;

4° de permettre un échange d'informations entre les différents acteurs liés à l'alimentation;

5° d'émettre des avis dans le domaine de l'alimentation durable;

6° d'analyser, de capitaliser et de diffuser les bonnes pratiques émergentes au sein des conseils de politiques alimentaires fonctionnant au niveau local.

§ 4. Le fait d'être membre du CwAD et de participer à ses réunions ne donne pas droit à des jetons de présence. ».

Art. 9. Dans le même chapitre, il est inséré un article 9/2 rédigé comme suit :

" Art. 9/2. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions à toute personne morale ou physique afin de soutenir l'élaboration, l'application et la poursuite de la stratégie wallonne " Manger Demain ", vers un système alimentaire durable.

§ 2. Les dépenses couvertes par la subvention sont de nature financière.

§ 3. Pour bénéficier de la subvention la personne morale ou physique doit :

1^o démontrer l'adéquation du projet ou de l'activité subventionné au regard des mesures définies par la stratégie wallonne " Manger demain ", vers un système alimentaire durable;

2^o identifier en quoi le projet permet l'atteinte des mesures définies par la stratégie wallonne " Manger demain ", vers un système alimentaire durable.

§ 4. La subvention ne peut pas dépasser les coûts réels engendrés par l'activité ou le projet subventionné. Le Gouvernement peut fixer les montants ou les modalités de calcul de la subvention.

§ 5. Toute demande de subvention doit être réalisée sur base d'un dossier complet. La demande donne lieu à une décision dans un délai de quatre mois à compter du moment où le dossier est complet. "

CHAPITRE III. — *Disposition transitoire*

Art. 10. La première stratégie wallonne " Manger Demain ", vers un système alimentaire durable débute en 2018.

Les stratégies wallonnes de développement durable suivantes feront référence aux thématiques de transition.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1326 (2018-2019) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203468]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet*

Art. 2. Het opschrift van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt vervangen door wat volgt :

"Decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en de daaruit voortvloeiende thema's inzake transitie".

Art. 3. De laatste zin van het tweede lid van artikel 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door wat volgt : "en de daaruit voortvloeiende thema's inzake transitie".

Art. 4. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de punten 5°, 6° en 7° luidend als volgt :

5° een "Waalse strategie "Manger Demain", naar een duurzaam voedingssysteem": een document met een algemene visie, een werkmethode, beleidsdragende acties, een gemeenschappelijke identiteit en een prioritaire thematische beleidslijn, die de samenhang en efficiëntie bij de overgang naar een duurzaam voedingssysteem waarborgt;

6° een "duurzaam voedingssysteem": een systeem dat voldoet aan alle doelstellingen van de richtsnoerenbundel "Naar een duurzaam voedingssysteem in het Waals Gewest", met inachtneming van de algemene principes ervan;

7° het "CwAD": het "Collège wallon de l'Alimentation durable.";

8° "thema inzake transitie": een thema dat de peiler vormt van de strategie voor duurzame ontwikkeling die gericht is op het nastreven van de doelstellingen die in algemene termen in de strategie voor duurzame ontwikkeling worden beschreven en dat een opstap vormt voor specifieke thema's zoals voeding, energie, hulpbronnen, mobiliteit, bouw, enz.

Art. 5. De artikelen 3 tot 8 van hetzelfde decreet worden gegroepeerd in een hoofdstuk I/1 met als opschrift "Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling".

Art. 6. In hetzelfde decreet, wordt, na artikel 8/1, een hoofdstuk I/2 ingevoegd met als opschrift

"Thema inzake transitie: Strategie "Manger Demain", naar een duurzaam voedingssysteem".

Art. 7. In hoofdstuk I/2, ingevoegd bij artikel 5, wordt artikel 9 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 17 december 2018, hersteld als volgt :

"Art. 9. § 1. Om de drie jaar wordt een nieuw prioritair thema door het "CwAD" bepaald voor de concentratie van de inspanningen op het gebied van duurzame voeding. Dit nieuwe thema, vergezeld van een specifiek actieplan, wordt door het "CwAD" ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Tegelijkertijd wordt een beoordeling van het vorige actieplan door het "CwAD" aan de Regering voorgelegd.

§ 2. Om de vijf jaar wordt een globale evaluatie van de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedingssysteem" door het "CwAD" ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Op basis van deze evaluatie, worden in het Waalse Gewest conferenties over duurzame voeding georganiseerd om verschillende actoren te raadplegen.

Na deze conferenties over duurzame voeding, wordt een rapport door het "CwAD" opgemaakt. Dit rapport identificeert de hefboomen en wordt voorgedragen aan de Regering.

De conferenties over duurzame voeding worden voorgelegd aan het Waals Parlement.

§ 3. Om de tien jaar wordt, in functie van de resultaten van de acties gevoerd in de paragrafen 2 en 3, de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedingssysteem, herzien. De herziening van deze strategie wordt door het "CwAD" ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd."

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 9/1. § 1. Het "CwAD" wordt opgericht om te zorgen voor de betrokkenheid van de actoren in de opvolging van de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedingssysteem.

§ 2. De Regering wijst de leden van het "CwAD" aan op voorstel van de Minister van Leefmilieu. Onverminderd artikel 2 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, worden de volgende regels van toepassing bij de samenstelling van het "CwAD" :

1° het "CwAD" bestaat hoogstens uit veertig leden;

2° het "CwAD" bestaat uit vertegenwoordigers uit de volgende categorieën :

- a) categorie A : bestaande uit politieke overheden op alle bestuursniveaus;
- b) categorie B : bestaande uit openbare besturen en Gewestelijke Instellingen van Openbaar nut;
- c) categorie C : bestaande uit de interprofessionele federaties en beroepsverenigingen;
- d) categorie D : bestaande uit de verenigingssector;
- e) categorie E : bestaande uit de onderzoekssector;
- f) categorie F : bestaande uit de sector landbouwbedrijven;
- f) categorie G : bestaande uit de sector van andere bedrijven dan landbouwbedrijven;
- h) categorie H : bestaande uit burgers en consumenten.

Elk van deze categorieën mag niet meer dan vijftienvintig procent van het totale aantal leden vertegenwoordigen;

3° Een oproep tot kandidaturen wordt bekendgemaakt door de Waalse Overheidsdienst, Directie Duurzame Ontwikkeling. De kandidaten beschikken over vijftien dagen vanaf de datum van publicatie om namens de structuur die zij vertegenwoordigen een schriftelijke motivatiebrief en een curriculum vitae te sturen naar de Minister van Leefmilieu. De motivatiebrief vermeldt voor welke categorie als bedoeld in 3° de kandidaat solliciteert;

4° Indien meer dan veertig kandidaturen worden ontvangen of de in punt 2°, tweede lid, bepaalde grens van vijftienvintig procent per categorie wordt overschreden, onderzoekt de Regering op voorstel van de Minister van Leefmilieu de kandidaturen en wijst de leden aan en zorgt voor de toegevoegde waarde van de kandidaat, de diversiteit en een evenwicht ten aanzien van :

a) van de voedselwaardeketen: productie, verwerking, distributie, restauratie en consumptie, voor de categorieën C, F, G en H;

b) van de herkomst van de leden en hun kennis en kunde op het gebied van ecologische transitie, landbouw, milieu, ruimtelijke ordening, gezondheid, sociale actie, economie, onderzoek en opleiding, onderwijs, enz. voor de categorieën A, B, C, D en E.

§ 3. Het "CwAD" vervult de volgende opdrachten :

1° de evaluatie van de uitvoering van de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedingssysteem, indien nodig, voorstellen doen voor de verbetering en wijzigingen ervan;

2° op basis van de evaluaties, voorstellen uitwerken voor de evolutie van deze strategie;

3° het identificeren en voorstellen van gezamenlijk gebouwde, innoverende, transdisciplinaire en gecoördineerde oplossingen ter ondersteuning van deze strategie;

4° een uitwisseling van informatie tussen de verschillende actoren die betrokken zijn bij de voeding mogelijk te maken;

5° adviezen uitbrengen op het gebied van duurzame voeding;

6° de analyse, het kapitaliseren en het verspreiden van opkomende goede praktijken binnen lokaal opererende voedselbeleidsraden.

§ 4. Lid zijn van het "CwAD" en deelnemen aan zijn vergaderingen geeft geen recht op een presentiegeld."

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 9/2 ingevoerd, luidend als volgt :

"Art. 9/2. § 1. De Regering kan aan elke natuurlijke of rechtspersoon subsidies toekennen om de uitwerking, de toepassing en de voortzetting van de Waalse strategie "Manger demain" naar een duurzaam voedingssysteem te ondersteunen.

§ 2. De door de subsidie gedekte uitgaven zijn van financiële aard.

§ 3. Om voor de subsidie in aanmerking te komen, moet de rechtspersoon of natuurlijke persoon :

1° aantonen dat het gesubsidieerde project of de gesubsidieerde activiteit in overeenstemming is met de maatregelen die zijn vastgelegd bij de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedselsysteem;

2° nagaan hoe het project het mogelijk maakt de maatregelen bepaald bij de Waalse strategie "Manger demain" naar een duurzaam voedingssysteem te bereiken.

§ 4. De subsidie mag niet hoger zijn dan de werkelijke kosten van de gesubsidieerde activiteit of het gesubsidieerde project. De Regering kan de bedragen of de modaliteiten voor de berekening van de subsidie vaststellen.

§ 5. Elke subsidieaanvraag moet worden ingediend op basis van een volledig dossier. De aanvraag geeft aanleiding tot een beslissing binnen een termijn van vier maanden na de datum waarop het dossier volledig is."

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepaling*

Art. 10. De eerste Waalse strategie "Manger Demain", naar een duurzaam voedingssysteem is begonnen in 2018.

De volgende Waalse strategieën inzake duurzame ontwikkeling zullen verwijzen naar de thema's inzake transitie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1326 (2018-2019) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203471]

2 MAI 2019. — Décret modifiant le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable et le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable*

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable est remplacé par ce qui suit :

" Décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable et aux thématiques de transition en émanant ".